

La Russie place ses pions au Congo

Moscou renforce sa présence en Afrique. Kinshasa, en froid avec les Occidentaux, a ratifié un accord de coopération militaire avec les Russes.

L'offensive diplomatique russe en Afrique centrale vient de se solder par l'adoption, par l'Assemblée nationale congolaise, d'un accord de coopération technique et militaire qui dormait dans les tiroirs

depuis près de vingt ans. Les effets de celui-ci ne se sont pas fait attendre : le général Denis Kalume, considéré comme l'un des officiers les plus proches de Kabi-

la, a été nommé ambassadeur à Moscou et, selon certaines sources, trois cents techniciens et autres « experts » auraient débarqué à Kinshasa.

Ce n'est pas la première fois que la RDC se tourne vers la Russie en période de tension avec les Occidentaux. Cela fait longtemps que des Russes sont présents au Congo. Mais cette fois, la coopé-

ration russo-congolaise pourrait s'étendre à des secteurs tels que les mines, l'agriculture ou l'énergie.

Pour le président Kabila, ce rapprochement avec Moscou est une manière de se prémunir contre les puissances qui, comme la Belgique, soutiennent son principal rival, Moïse Katumbi. ■

La Russie reprend pied au Congo

► Le Parlement de la RDC vient d'adopter un accord de coopération militaire et technique avec la Russie.

► « Business as usual » ou signe du grand retour des Russes au Congo ?

► Le rapprochement entre Kinshasa et Moscou, dans un cadre de tension avec les Occidentaux, ne devrait pas faire oublier la Chine.

L'École royale militaire belge et considéré comme l'un des officiers les plus proches du chef de l'Etat, a été nommé ambassadeur à Moscou et que, selon certaines sources, 300 techniciens et autres « experts » auraient débarqué à Kinshasa.

Les termes de l'accord sont assez vagues : ils prévoient la livraison par la Russie d'armements, de matériels de guerre et autres équipements spécifiques, des missions de conseil, mais aussi la formation de spécialistes militaires congolais dans les écoles russes. Rien de plus que l'accord qui, en 1999, avait été signé par Laurent Désiré Kabila, père du président actuel, qui se sentait lâché par les alliés traditionnels du Congo. Ces derniers, après avoir encouragé les participants à la première guerre du Congo (1996-1997) à mettre fin au régime de Mobutu, n'avaient pas tardé à être déçus par l'ancien rebelle, partisan de Lumumba, qui avait immédiatement pris des mesures sociales et surtout prié ses alliés rwandais et ougandais de quitter le territoire congolais, ce qui avait provoqué le déclenchement de la deuxième guerre du Congo en août 1998. Accédant au pouvoir après l'assassinat de son père en 2001, Joseph Kabila, recherchant le soutien de l'Occident, avait laissé en friche l'accord mi-

litaire conclu avec les Russes, mais il s'était tourné vers la Chine qui avait investi dans le secteur minier en échange de grands travaux d'infrastructures dont des routes.

Kabila craint de devoir faire face à des manœuvres de déstabilisation et à des manifestations populaires soutenues par les Occidentaux

Aujourd'hui, le contexte a changé : Joseph Kabila, dont le mandat a expiré voici deux ans, n'a pas encore annoncé son intention de se retirer, même si des élections sont prévues pour le 23 décembre, des poches de violence s'étendent, les pays voisins s'inquiètent, dont l'Angola qui dirige des troupes vers la frontière congolaise. Le régime, qui renforce son appareil répressif et son armée, craint de devoir faire face à des manœuvres de déstabilisation et à des manifestations populaires soutenues par les Occidentaux. En effet, le climat des relations avec la Belgique est glacial, les sanctions européennes sont durement ressenties et l'Amérique de Trump est... imprévisible. Dans ce contexte tendu, la Russie, comme la Chine avant elle, a fait valoir son souci de non-ingérence dans les affaires intérieures tandis que Kin-

shasa assurait que le Congo paierait lui-même ses élections sans attendre de financement extérieur, nécessairement assorti de conditions et de contrôles.

Si le contexte géopolitique a évolué au cours des derniers mois, la Russie, en réalité, a toujours été présente au Congo : ce sont des équipages russes et ukrainiens qui, depuis vingt ans, pilotent les appareils Antonov utilisés par la Monusco qui quadrillent le territoire, les premiers étudiants congolais viennent d'obtenir leurs diplômes dans les académies militaires et les écoles russes spécialisées dans le domaine de l'aviation. En outre, étant membre permanent du Conseil de sécurité, la Russie, aux côtés de la Chine, a souvent bloqué des résolutions proposées par les Occidentaux.

Cette fois cependant, la coopération entre les deux pays pourrait s'étendre plus loin et, à terme, mener à des accords dans les secteurs des mines, de l'énergie, de l'agriculture.

Lorsqu'au début de cette année, la Russie offrit gratuitement des armes et des instructeurs militaires au président centrafricain Touadéra et que, dans la foulée, des membres des forces spéciales russes débarquèrent à Bangui, il était clair pour tous les observateurs que la RCA ne serait qu'un tremplin. Car le véri-

table objectif au cœur de l'Afrique était la RDC, un pays qui détient plus de 60 % des réserves mondiales de cobalt et dont le président, au début de cette année, s'est engagé dans un bras de fer avec les multinationales occidentales, sommées d'augmenter significativement les redevances pour les minerais stratégiques et soumises à un code minier rénové, beaucoup plus exigeant.

A quelques mois d'élections qu'il entend bien contrôler à son profit ou à celui de l'un de ses proches, le président Kabila veut se prémunir contre les puissances occidentales qui, comme la Belgique, soutiennent ouvertement son principal rival Moïse Katumbi et qu'il soupçonne de vouloir mener des manœuvres

de déstabilisation.

C'est en 2014 déjà que le président Kabila était entré en contact avec Vladimir Poutine, via Sergei Ivanov, le vice-Premier ministre russe, et c'est en 2015 que le chef de l'Etat congolais avait obtenu le concours d'agents des forces spéciales russes (FSB) qui l'avaient conseillé dans des matières de sécurité et aidé à déjouer certaines manœuvres politiques.

En effet, comme en République centrafricaine ou ailleurs, le soutien russe se présente sous forme de « package » : à la fourniture d'armes et de munitions s'ajoute le « service après vente », c'est-à-dire la mise à disposition d'instructeurs militaires, d'experts militaires et civils, de conseillers politiques.

Sans oublier les « bons offices » auprès de pays amis : c'est ainsi que Vladimir Poutine a encouragé les contacts entre Kabila et le maréchal Al Sissi, ce qui a permis à l'Egypte de fournir de l'armement et des formations aux techniques de combat et de contre-guérilla urbaine. Kinshasa s'est également rapproché de l'Algérie, dont la Russie demeure le principal fournisseur de matériel militaire (utilisé entre autres dans le soutien au Front Polisario).

Kinshasa entretient également de bonnes relations avec le Soudan, lui aussi allié de Moscou et des troupes congolaises sont en formation dans le pays du président El Bechir, un autre mal aimé...

Le rapprochement entre Kin-

shasa et Moscou, dans un contexte de tension avec les Occidentaux, ne devrait pas faire oublier la Chine : Pékin a investi des milliards de dollars dans les mines du Katanga, racheté le site géant de Tenke Fungurume et cet accès privilégié aux réserves de cobalt et de lithium du Congo devrait permettre à la Chine, « l'usine du monde », de contrôler à l'avenir le marché des batteries électriques. Aux yeux des observateurs, il est évident que Pékin ne se laissera pas évincer du Congo et qu'elle devrait donc veiller à sécuriser ses investissements. Pour ce faire, n'ayant pas elle-même de puissance militaire sur le continent africain, elle pourrait recourir à l'expertise militaire russe. ■

COLETTE BRAECKMAN



Rwanda Les Russes s'établissent là aussi

Le Rwanda fait lui aussi partie de la stratégie russe en Afrique centrale : début juin, le ministre des Affaires étrangères russe Sergei Lavrov s'est longuement entretenu avec le président Kagame à Kigali. Il ne s'agissait pas seulement de consulter le président en exercice de l'Union africaine, mais aussi de discuter de diverses formes de partenariat : la Russie envisage de fournir à Kigali des systèmes de défense antiaérienne mais aussi de coopérer dans le secteur des mines, de l'agriculture, de la médecine.

Les deux pays partagent le point de vue selon lequel il faut trouver des « solutions africaines » aux crises qui éclatent sur le continent et, par conséquent, travailler en coopération

avec les organisations régionales, comme l'Union africaine. Ils soutiennent aussi les projets de réforme du Conseil de sécurité afin que l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine y soient enfin représentés.

La Russie tire parti des tensions avec l'administration Trump

Ce rapprochement avec la Russie va de pair avec les tensions qui sont apparues entre le Rwanda et l'administration Trump depuis que Kigali a décidé d'interdire la vente de friperie, le président Kagame estimant qu'il était « honteux » que les Africains soient obligés de porter des vêtements de deuxième main venus d'Europe ou des Etats-Unis et qu'il fallait plutôt promouvoir les produc-

tions locales. La revente de balots de textiles usagés en Afrique représentant un important secteur d'exportation pour les Etats-Unis, Washington a menacé de priver le Rwanda des avantages du « Growth and opportunity act » qui lui donnait des avantages sur le marché américain.

Lors de sa visite à Kigali, M. Lavrov a précisé que son pays entretenait déjà avec le Rwanda une coopération militaire et technique, fournissant aux forces de police et de sécurité des véhicules et des hélicoptères ainsi que des armes légères.

La Chine a également renforcé sa coopération militaire avec le Rwanda, fournissant entre autres un système de missiles aériens de moyenne portée, Sky

Dragon 50.

Malgré la réactivation des liens entre la Russie, la RDC, le Rwanda et le Burundi (le président Pierre Nkurunziza, visé par les sanctions occidentales, s'est tourné vers Moscou...), c'est le Soudan d'Omar el Béchir qui demeure le principal allié de la Russie dans la région et l'année dernière, il a rencontré Vladimir Poutine à Sochi. Comme la Chine, la Russie, au Conseil de sécurité, s'est à plusieurs reprises opposée aux sanctions contre le Soudan, qui a été le premier pays arabe à se voir fournir des avions de combat Su 35 de la quatrième génération. Au Sud-Soudan également, le président Salva Kiir, frappé d'un embargo américain sur les armes, s'est tourné vers la Russie et la Chine. ■

C.B.

L'EXPERT RUSSE

« Sans être une priorité, l'Afrique centrale prend de l'importance dans la stratégie russe »

Andreï Kourtounov est directeur du Russian International Affairs Council.

« L'Afrique centrale n'est pas une top priorité pour Moscou contrairement à Pékin. Mais elle prend bel et bien graduellement de l'importance dans la stratégie russe. Nos diplomates se rendent compte que l'Afrique

centrale représente un potentiel jusque-là sous-estimé. D'autant plus que, sur place comme dans le reste de l'Afrique, une partie de l'élite a été formée dans les bonnes universités de Moscou et reste donc sensible à cette attache russe. Moscou comprend par ailleurs qu'il va falloir contrer l'influence grandissante de la Chine qui parfois se comporte de manière bien pire que les colons occidentaux. Dans la liste des pays cibles en Afrique, Moscou vise surtout l'Afrique du Sud, le Nigeria et l'Éthiopie. Le Congo vient, certes, juste après mais ses atouts n'échappent pas aux stratégies russes : poids territorial, richesses en ressources naturelles, position géographique centrale. Les entreprises russes se

mobilisent aussi sur le front économique, pour l'énergie en Afrique du Nord et au Nigeria en particulier, pour les ressources naturelles au Congo notamment. Ces pays se tournent aussi militairement vers la Russie, pour des armes mais aussi pour des moyens logistiques, notamment en transports. Il ne leur faut pas de la haute technologie, mais des équipements fiables et pas trop chers, ce qui est exactement le fonds de commerce du complexe militaro-industriel russe en quête de diversification vers de nouveaux marchés à l'export. »

« En République centrafricaine, les groupes privés de missions sécuritaires russes seraient déjà présents, comme les paramilitaires de Wagner. »

BENJAMIN QUENELLE, À MOSCOU

business

Les hommes d'affaires belges font le gros dos...

Surtout, ne me citez pas... Si les diplomates sont des habitués du « off », les hommes d'affaires, lorsqu'il s'agit du Congo et plus précisément des relations avec la Belgique, se montrent plus discrets encore. Dépités aussi, et attentistes, dans le genre « tout peut arriver », ou bien, philosophes, « l'histoire se répète »... La plupart assurent qu'ils en ont vu d'autres et que, de toute manière, les intérêts belges au Congo ont atteint un niveau tellement minimal que même les actes de mauvaise volonté ne peuvent plus les atteindre.

Mais tout de même ! La fermeture de la Maison Schengen a mis un terme aux échanges entre les pays et c'est au compte-gouttes que quelques visas sont délivrés, à titre médical ou humanitaire ou « totalement exceptionnel ». Autrement dit, les hommes d'affaires, les chercheurs, les étudiants devront attendre des temps meilleurs et l'Union

européenne, peu soucieuse de créer un précédent, s'oppose à ce que des ambassades délivrent des visas séparément.

Donc, à Kinshasa, à la veille des vacances d'été, la grogne monte parmi tous ceux qui avaient l'habitude de se rendre en Belgique pour des raisons privées, familiales. A Bruxelles, les hommes d'affaires, toujours en privé, toujours en off, se plaignent amèrement : « Les quelques affaires qui demeuraient possibles nous passent sous le nez. Puisque l'hostilité à l'égard des Belges vient d'en haut, personne n'ose braver l'interdit et signer de contrat avec un ressortissant belge... Certains, des petits malins, songent à se faire passer pour des Luxembourgeois, mais nul n'est dupe... » Le vote hostile de la RDC lorsque la Belgique a présenté sa candidature au Conseil de sécurité a également frappé les esprits : « Là, on touche vraiment le fond... »

Reynders blâmé par les milieux d'affaires belges

Cet accablement, doublé de résignation, « tout aura une fin... », s'accompagne d'un franc désaveu à l'égard de la politique du ministre Reynders. Ce dernier est accusé d'avoir été imprudent, de s'être avancé beaucoup trop vite sans s'assurer de l'appui d'autres pays européens comme la France : « Il est monté en ligne trop directement, s'est trop affiché avec l'opposition et en particulier avec Moïse Katumbi. Cela s'appelle mettre tous ses œufs dans le même panier. alors que rien n'était joué... »

Deux ans après la rencontre de l'opposition

congolaise à Genval, alors que les déboires judiciaires de M. Katumbi hypothèquent plus que jamais son retour au pays, que la libération de Jean-Pierre Bemba a fragilisé Félix Tshisekedi, qui comptait sur l'électorat de Kinshasa, les hommes d'affaires sont perplexes et se posent la question : « Avec qui allons-nous parler demain ? » Ils reconnaissent que, malgré tout, il s'était tissé un réseau d'interlocuteurs crédibles et intelligents au sein de la « galaxie Kabila » et qu'aujourd'hui, ces amis d'hier n'osent plus leur adresser la parole.

Et les Russes dans tout cela ? Tout indique que les Belges n'ont rien vu venir. Au mieux, les accords de coopération militaire récemment signés les laissent sceptiques : « Ce sont des accords de dernière minute, conclus par un régime finissant, ils ne tiendront pas la route... » Au pire, ils minimisent, préfèrent ne pas savoir... Les plus anciens se souviennent du rapprochement de Patrice Lumumba avec l'Union soviétique, du jeu de balancier mené par Mobutu : « Quand ils se disputent avec les Belges, les Congolais vont voir ailleurs, puis ils finissent par revenir, c'est classique... » Les « vieux Belges » se demandent aussi ce que les Russes peuvent réellement apporter au Congo à part des armes et des experts et ils ne croient guère à un retournement d'alliance spectaculaire et durable : « Nous assistons à une fin de règne, tout peut encore changer. » Et de conclure : « Même les Chinois se posent des questions... » ■

C.B.